



Inventaire des activités liées au SMSI

Le Secrétariat exécutif du SMSI publie un rapport préliminaire

Résumé en chiffres

Quels progrès ont été accomplis à ce jour concernant la mise en œuvre de la Déclaration de principes et du Plan d'action adoptés lors de la phase de Genève du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) en décembre 2003? D'après un rapport préliminaire sur l'inventaire des activités liées au SMSI, à la mi-janvier 2005, le Secrétariat exécutif du SMSI recensait au total 1 196 activités, dont la moitié avait pour origine des gouvernements et un tiers des organisations internationales. Les promoteurs des activités restantes étaient la société civile, des entités du secteur privé et d'autres parties prenantes (voir la figure 1). Plus de la moitié de ces activités ont une portée régionale ou internationale; presque un tiers (31,3%) d'entre elles sont à mettre au compte de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, l'Afrique venant en deuxième position, avec un pourcentage de 8,9%. Les activités les plus couramment citées sont «l'accès à l'information» (58,2%) et «le renforcement des capacités» (49,5%). Plus de 70% de toutes les activités recensées ont un rapport avec les Objectifs de développement pour le Millénaire fixés par les Nations Unies — notamment avec l'Objectif N° 8, «Mettre en place un partenariat mondial pour le développement».

Un double objectif

L'inventaire des activités liées au SMSI a un double objectif: dresser la liste des activités mises en œuvre par les gouvernements et par d'autres parties prenantes en application des décisions prises à Genève, et recenser les progrès réalisés sur la voie de l'édification de la société de l'information. Le Secrétariat exécutif du SMSI a lancé le projet d'inventaire en octobre 2004. Après une réunion de réflexion entre les parties prenantes, des consultations en ligne et des discussions au sein du Bureau du SMSI sur la forme que cet inventaire devrait revêtir, un questionnaire a été élaboré et envoyé à toutes les parties prenantes.

La base de données

L'inventaire des activités liées au SMSI est un processus continu. Il a été créé sur ce thème une base de données consultable, à laquelle il est toujours possible de contribuer. Le rapport préliminaire, présenté en février 2005 à la deuxième réunion du Comité préparatoire (PrepCom-2) de la phase de Tunis du Sommet, a été élaboré à partir de la première série de contributions. Le Tableau 1 est un récapitulatif de la répartition des activités en fonction des grandes orientations

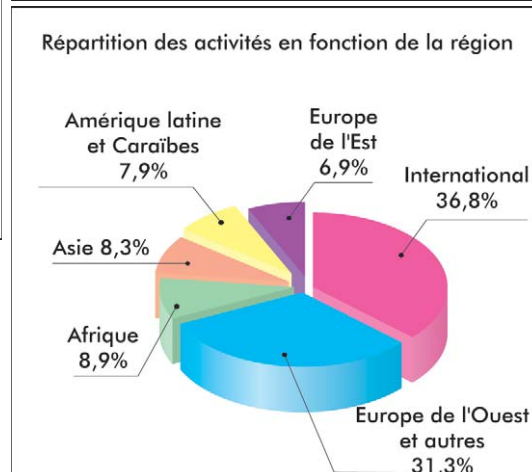
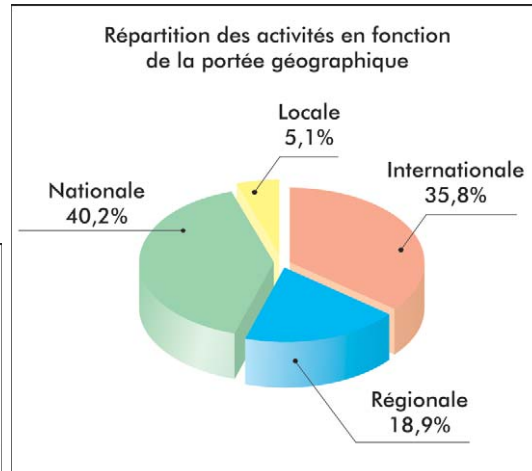
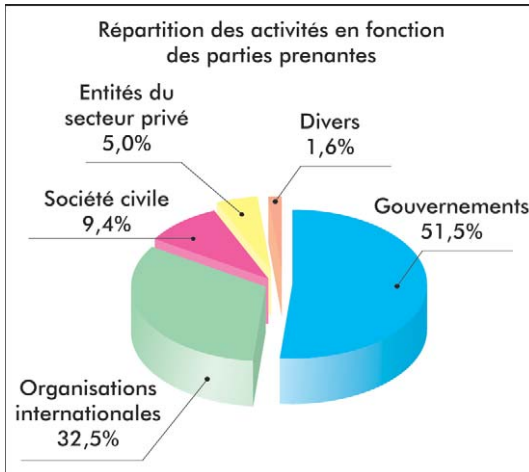
du SMSI. Il est uniquement censé attirer l'attention sur les informations, beaucoup plus complètes, continuellement mises à jour dans la nouvelle base de données (voir www.itu.int/wsis/stocktaking). Les parties prenantes trouveront sur ce site web un outil en ligne qu'elles pourront utiliser pour entrer des données nouvelles ou mises à jour sur leurs activités. Les données reçues avant le 30 juin 2005 seront prises en compte dans un nouveau rapport sur l'inventaire, qui sera présenté au PrepCom-3 (Genève, 19–30 septembre 2005).

La base de données «Inventaire SMSI» est conçue comme étant une ressource dynamique et évolutive accessible à toutes les parties prenantes au SMSI et ouverte au public. Elle devrait être de plus en plus utile à mesure qu'elle couvrira plus largement les activités liées au SMSI et que l'accent sera mis sur l'interactivité. Elle est conçue comme constituant un portail ouvrant sur une très grande diversité d'informations.

En fonction des décisions qui seront prises à Tunis, en novembre 2005, cette base de données continuera à être mise à jour et étoffée pour constituer un inventaire permanent des activités liées à la mise en œuvre du Plan d'action du SMSI.

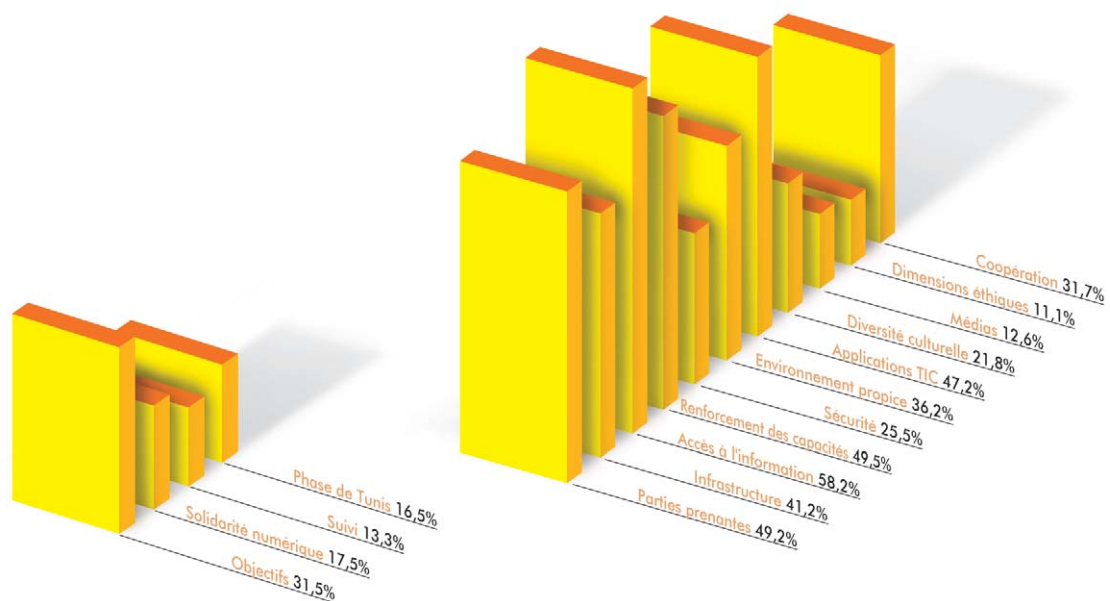
Figure 1— Répartition des activités liées au SMSI dans la base de données «Inventaire»

en fonction de la source, de la portée géographique, de la région et de la grande orientation



Note — Dans ces diagrammes, on obtient, en additionnant les pourcentages, un chiffre supérieur à 100%. En effet, de nombreux projets concernent plus d'une grande orientation. Pour l'analyse, on a utilisé les groupements régionaux en vigueur aux Nations Unies.

Activités liées au SMSI, par grande orientation



Source: Base de données sur l'Inventaire des activités liées au SMSI (1196 activités recensées au 15 janvier 2005).



Tableau 1 — Activités liées au SMSI, par grande orientation

Activités recensées dans le Plan d'action SMSI, par grandes orientations

Grandes orientations	Total	Gouvernements	Organisations internationales	Société civile	Entités du secteur privé	Divers
Parties prenantes	576	63,4 %	18,9 %	8,9 %	6,9 %	1,9 %
Infrastructure	480	61,5 %	18,5 %	10,0 %	8,3 %	1,7 %
Accès à l'information	683	55,6 %	20,6 %	13,5 %	7,9 %	2,3 %
Renforcement des capacités	582	56,4 %	21,0 %	13,6 %	6,7 %	2,4 %
Sécurité	294	60,2 %	22,1 %	7,5 %	7,1 %	3,1 %
Environnement propice	424	55,2 %	27,6 %	10,8 %	4,0 %	2,4 %
Applications TIC	552	62,9 %	19,6 %	10,1 %	6,0 %	1,4 %
Diversité culturelle	253	46,6 %	20,2 %	20,9 %	9,1 %	3,2 %
Médias	145	55,2 %	19,3 %	16,6 %	5,5 %	3,4 %
Dimensions éthiques	127	50,4 %	18,1 %	23,6 %	3,1 %	4,7 %
Coopération	375	47,5 %	28,0 %	13,1 %	9,1 %	2,4 %
Objectifs	365	63,6 %	14,5 %	11,8 %	9,3 %	0,8 %
Solidarité numérique	205	54,1 %	17,6 %	10,7 %	16,1 %	1,5 %
Suivi	155	45,2 %	31,0 %	13,5 %	8,4 %	1,9 %
Phase de Tunis	190	55,8 %	23,7 %	13,2 %	3,2 %	4,2 %

Note — La colonne «Total» indique le nombre d'activités entrées dans la base de données qui sont considérées comme concernant chacune des grandes orientations correspondantes. Les autres colonnes indiquent le pourcentage d'activités organisées, pour chacune des grandes orientations du SMSI, à l'initiative de différents groupements de parties prenantes.

Source: Base de données sur l'Inventaire des activités liées au SMSI (1 196 activités recensées au 15 janvier 2005).

Initiatives relatives à la société de l'information

Le rapport préliminaire sur l'inventaire décrit brièvement les nombreux projets et initiatives nationaux actuellement mis en œuvre dans le monde. La coopération internationale entre les parties prenantes joue un rôle crucial pour promouvoir l'accès universel et réduire la fracture numérique, tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays. Dans le rapport préliminaire, l'accent est donc mis sur les activités qui contribuent à élargir les partenariats entre les organisations internationales et régionales soucieuses d'intégrer pleinement les TIC dans leurs programmes de

travail et d'aider les pays en développement à tous les niveaux. Cet article donne quelques exemples de projets et de partenariats nationaux entre plusieurs parties prenantes.

La **Serbie-et-Monténégro** a élaboré une Stratégie nationale pour la société de l'information, en partenariat avec le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), destinée à servir de base à toutes les activités futures visant à promouvoir la société de l'information. Cette stratégie est conforme à la volonté du Gouvernement, déterminé à faciliter l'intégration des TIC dans la société serbe.

Le **Bangladesh** a lancé, sous la direction du Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication, le projet *Hub for ICT*. Le ministère contribue à la fourniture d'infrastructures matérielles et TIC pour l'industrie du logiciel, à la rédaction d'une loi sur les TIC et au décaissement des fonds affectés au secteur des TIC.

Le **Japon** a adopté un train de mesures (*Policy Package for the Realization of a Ubiquitous Network Society*) destinées à généraliser et à faciliter l'accès au réseau, «indépendamment du moment, de l'endroit où on se trouve et du support», et permettant de mettre les moyens

de communication à la portée de tous.

Le **Brésil** a lancé un projet de réseau de télécentres, à raison d'un télécentre par localité d'au moins 6000 habitants en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises, de créer des emplois et d'accroître les revenus de la population. Ce projet vise à consolider les infrastructures, concevoir des produits et des services et assurer le suivi de l'évolution des initiatives de développement.

Exemples de partenariats nationaux entre plusieurs parties prenantes

Le **Canada** a lancé le projet «Développement des capacités des districts» (DISCAP) destiné à renforcer les capacités des pouvoirs publics locaux. Le Gouvernement met actuellement en œuvre ce projet en collaboration avec des ONG et d'autres parties prenantes. En ce qui concerne les technologies de l'information, le projet vise à augmenter la connectivité à l'intérieur de trois régions et entre ces régions et à fournir un appui aux 24 districts qui les composent.

Le **Chili** encourage la conclusion de partenariats entre secteur public et secteur privé en vue de créer un groupe (*Digital Action Group*) chargé de coordonner et de superviser des projets relatifs à la société de l'information. Ce groupe se compose de représentants de 22 organismes, dont, entre autres ministères, celui des télécommunications, d'associations de représentants de l'industrie et d'universitaires. A l'issue de ses travaux, ce groupe a élaboré un «Agenda numérique pour 2004–2006».

L'**Egypte** met actuellement en œuvre son projet *Free Internet Initiative*, dans le cadre d'un partenariat entre secteur public et secteur privé. Il s'agit d'encourager les investisseurs privés à financer le déploiement des infrastructures et la fourniture de ser-

Burkina Faso

Au Burkina Faso, un document de stratégie d'opérationnalisation du plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication a été élaboré. Ce document est le couronnement d'un long processus de réflexion, de concertation et de plaidoyer dont l'ambition principale a été la définition du cadre de référence pour la construction de cette société nouvelle où les possibilités offertes pour la communication, les relations sociales, l'accès à l'information et à la connaissance et pour le renforcement de la bonne gouvernance faciliteront l'existence des Burkinabè et surtout leur donneront plus de chances pour relever plus rapidement les défis qui conditionnent le développement humain durable dans leur pays.

En adoptant en octobre 2004 ce document de stratégie élaboré pour accélérer l'atteinte des objectifs du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, le gouvernement du Burkina Faso entend faire en sorte que l'avènement de l'ère de l'information et de la connaissance ne soit pas une cause supplémentaire

d'aggravation du retard que ce pays a pris sur les chantiers du développement, mais plutôt un moyen de renforcement des capacités de tous et un puissant levier du développement économique et social. Pour ce faire, le gouvernement s'engage à garantir une large diffusion des technologies de l'information et de la communication dans le pays, leur accessibilité et leur appropriation par toutes les couches sociales et la mobilisation de leur potentiel au profit des stratégies nationales de développement.

Cette stratégie a été élaborée avec l'appui de la Banque Mondiale et du PNUD. Le coût total pour sa mise en œuvre de 2004 à 2006 (non compris les investissements attendus des opérateurs de télécommunications) est évalué à 74,24 millions USD dont 51,63 millions restent encore à mobiliser. Les ressources déjà mobilisées proviennent de la Banque Mondiale (10,680 millions USD), de Taiwan, Chine (5 millions), du PNUD (2,5 millions), de la Banque africaine de développement (1,9 million), de l'Union européenne (450 mille); l'apport du Burkina Faso s'élève à 2 millions USD. ■

vices. Ce projet assure, pour l'essentiel, une connectivité à la carte, le coût de l'accès téléphonique à l'Internet étant compris dans celui de l'appel téléphonique local. Les utilisateurs se voient ainsi offrir une liberté de choix complète.

Le **Liban** a lancé le projet *SmartBus* dans le cadre de ses projets nationaux de renforcement des capacités; ce car est équipé d'un module d'initiation à l'informatique, d'un serveur LAN, de moyens didactiques audiovisuels, d'une imprimante laser et d'un télécopieur. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre secteur public et secteur privé, pour la desserte des communautés rurales

et la formation de leurs habitants à l'utilisation des TIC. Le *SmartBus* est également un centre de formation officiel, qui devrait servir à former jusqu'à 4800 personnes par an.

Aux **Etats-Unis**, le projet *Joint Federal Rural Wireless Outreach Initiative*, partenariat entre le Gouvernement fédéral et le secteur privé, vise à coordonner les activités et les aides en matière, entre autres, d'information et de financement. Le principal objectif est d'encourager l'élargissement de l'accès et de la mise en œuvre de communications hertziennes au service du développement économique dans l'ensemble des zones rurales du pays. ■



Bulgarie

Programme iBulgaria: «Accès et compétences pour tous»

La mise en œuvre du programme «iBulgaria» a débuté en mai 2004, sous les auspices du Ministère des transports et des communications. Ce programme a plusieurs objectifs: stimuler le développement des services, applications et contenus en ligne, encourager le développement des infrastructures large bande et traiter des questions relatives à la sécurité. Le principal objectif de la Bulgarie est d'atteindre, avant la fin de 2006, les niveaux moyens des indicateurs de développement de la société de l'information tels qu'ils sont établis pour les Etats Membres de l'Union européenne. Les entreprises devraient être l'élément moteur de l'édification de la société de l'information et jouer un rôle d'exemple. Les pouvoirs publics doivent, eux, faciliter et encourager le changement et servir à la fois de référence et de garant en maintenant un juste équilibre entre les divers intérêts.

Le programme «iBulgaria» se compose de cinq projets de grande envergure qui doivent être mis en œuvre par l'organisme de développement des TIC relevant du Ministère des transports et des communications, en collaboration avec des partenaires des secteurs public et privé, dont le Programme des Nations Unies pour le développement (pour trois de ces projets).

■ Projet de cybercentre: l'ordinateur et l'Internet pour tous

Ce projet vise à créer un réseau national de télécentres publics permettant au plus grand nombre possible d'utilisateurs (y compris aux habitants de petites communautés et des communautés mal desservies) d'accéder à l'Internet et aux services publics en ligne. Ces télécentres contribueront

d'informatiser toutes les écoles et de leur offrir des connexions Internet haut débit — c'est ainsi que 1200 écoles seront connectées en 2005. Ce projet vise, non seulement à créer un nouvel environnement éducatif pour tous les élèves, mais aussi à améliorer les compétences et les qualifications des enseignants (voir le tableau).

Activités	2005	2006	2007	Résultats escomptés
Classes disposant de PC	2480	3230	3230	11 ordinateurs pour 100 élèves
Ecoles connectées à l'Internet	1200	2000	2500	45 000 ordinateurs connectés à l'Internet
Nombre d'enseignants formés	45 390	89 490	47 350	Personnel qualifié dans toutes les écoles
Portails, logiciels et contenus éducatifs	Portails mis en place	Enseignement à distance et contenu pour 5 matières	Contenu pour toutes les matières	Enseignement à distance et contenu pour tous les élèves

par ailleurs à améliorer les compétences et les connaissances des utilisateurs grâce à l'enseignement à distance et aux cours en ligne, et à créer de nouveaux emplois et de nouveaux débouchés commerciaux.

■ Projet «cyberclasse»: utilisation de PC à l'école

Le projet «cyberclasse» est le point de départ de la modernisation du pays, dans sa transition vers une économie du savoir. Il a pour objet

■ Centre ESI en Bulgarie

Le Centre ESI (*European Software Institute*) en Bulgarie est le «Centre régional d'excellence en génie logiciel». Une de ses tâches principales est d'aider les sociétés locales et régionales de génie logiciel à créer des modèles économiques concurrentiels et de les préparer à obtenir des certifications mondiales correspondant aux normes approuvées au niveau international pour ce secteur.

■ Projet «i-Net»

Ce projet a pour objet de créer une connexion Internet haut débit à l'échelle nationale et internationale entre les universités, les instituts de recherche et d'autres établissements d'enseignement supérieur en Bulgarie.

■ cyberuniversité: enseignement à distance pour tous les étudiants

Ce projet prévoit notamment la création de laboratoires informatiques dans toutes les universités publiques et dans les écoles spécialisées, qui seront reliées à un même réseau. ■



Ministère des transports et des communications/Bulgarie